

Documenti

Discours lors de la cérémonie de la Médaille d'or Lausanne – Rome, 7 octobre 2011

C'est avec une très vive émotion que je me trouve ici, à la Fondation Jean Monnet, une «maison commune» de l'Europe, pour participer à une cérémonie qui revêt pour moi une valeur et une signification particulières. Je remercie le président de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe de me faire l'honneur de me décerner cette haute distinction, pour laquelle je suis fier d'être associé à mon collègue Javier Solana qui fut, à mon sens, le premier ministre des Affaires étrangères de l'Union européenne.

Cette cérémonie n'est pas seulement l'occasion de se souvenir de Jean Monnet, un de mes grands amis et un maître, mais aussi l'occasion d'une rencontre et d'une réflexion sur le moment que l'Union est en train de vivre.

C'est pourquoi j'ai le plaisir de saluer et de remercier tout particulièrement les autorités présentes et tous ceux qui ont rendu possible une telle rencontre.

Tout d'abord, je salue le président de la Commission européenne, Monsieur Barroso.

Je salue et je remercie ensuite chaleureusement le président de la Fondation, José Maria Gil-Robles, et la présidente de la Confédération, Micheline Calmy-Rey.

Au cours de ma longue vie, j'ai eu le privilège de croire dans la capacité des hommes à traverser les hivers de l'Histoire, à maintenir à l'intérieur d'un lien civil et politique, des convictions séculières et religieuses, et à vaincre les nationalismes au nom de la solidarité entre les Nations.

L'Europe a été, pour ma génération, le cœur d'une mission qui dépassait les limites et les espérances de la politique et qui conférait une signification universelle à notre engagement au sein de nos institutions nationales.

Avec Adenauer, De Gasperi, Schuman, nous avons appris qu'aucune grande architecture politique ne pouvait naître sans une âme, sans une mémoire et sans une forte inspiration religieuse doublée des grandes énergies morales et civiles, qui ont marqué l'identité et l'histoire de nos communautés nationales.

L'influence de ces racines apparaît aujourd'hui estompée ou niée: derrière l'humanisme chrétien et l'humanisme laïc qui sont à la base de la civilisation européenne apparaissent chaque jour d'avantage les signes d'un retour de la raison vers la barbarie et d'une arrogance de la pensée.

L'Europe n'est pas encore entrée dans le temps d'une maturité politique accomplie, puisqu'il lui manque un gouvernement multinational influent, une politique de sécurité commune, une politique étrangère commune et une politique commune de défense.

L'euro a représenté une réalisation extraordinaire, répondant à la prédisposition d'un terrain commun en matière de politique monétaire et à la construction d'une économie intégrée et d'un marché régi par des règles générales. Ceci n'a pas empêché l'Europe de vivre surtout la dimension du grand marché dans lequel l'économie, arbitrée par l'autorité monétaire, a révélé des faiblesses inévitables dans un monde dominé par les puissances globales de la finance.

Je crois que désormais s'impose la conviction commune que pour faire face à la crise et réaliser des politiques de rigueur envers la dette souveraine, une mise à jour, *un aggiornamento* des institutions européennes sera nécessaire. Comme l'a souligné d'ailleurs le président Barroso dans son discours sur l'état de l'Union.

Aujourd'hui, dans les conditions difficiles de l'économie et de la finance, ainsi que dans la nouvelle dynamique multipolaire, il faut «plus d'Europe».

Dans une crise aussi grave, on attend des grandes nations un engagement global puisque, comme le dit le président Obama, «nous sommes tous dans le même bateau».

Ainsi, par un curieux paradoxe de l'Histoire, le rapport spécial qui a lié depuis des siècles l'Europe aux États-Unis, connaît, dans ce temps nouveau de l'Occident, une vigueur renouvelée, avec des rôles inversés à l'intérieur de relations encore plus étroites; aujourd'hui, c'est l'Amérique qui se tourne vers l'Europe et qui la sollicite. Nous sommes à un tournant difficile de l'histoire du monde. Et l'Europe doit affronter avec une conscience unitaire, en repoussant l'illusion d'agir par le biais de simples associations d'États.

Il suffit de se souvenir que ce sont précisément la générosité et la grandeur du projet européen initial ainsi que sa force visionnaire, politique et morale, qui contribuèrent à faire grandir ce sentiment de solidarité et d'appartenance à une patrie commune, qui a préparé la réunification historique du peuple allemand et a conduit à la chute du mur de Berlin.

Un grand peuple comme le peuple allemand n'aurait pas pu oublier la grande leçon d'Adenauer, d'Erhard, de Kohl, qui, en refusant les limites d'une vision purement mercantile, cultivèrent l'idée de l'économie sociale de marché et l'idée d'une Europe «juste». Une Europe vécue comme un espace civil, dans lequel chacun devrait concourir à une mission partagée et assumer sa propre charge d'obligations et de responsabilités.

Il eût été alors impossible, comme il est aujourd'hui impossible, de sortir seul des difficultés, en présumant de capacités héroïques, presque téméraires.

La grande leçon de l'europhisme allemand survit au cœur d'une crise aussi grave; preuve en est la cohérence des décisions assumées par le gouvernement de Madame Angela Merkel et par le Parlement. Je me réfère aux prédispositions des instruments de finance communautaire pour soutenir les économies nationales et pour la défense de la zone euro, ainsi qu'à l'engagement renouvelé à l'égard de la Grèce, dont le maintien en Europe est vécu comme une valeur.

Un enjeu qui exige que chaque pays assume des devoirs, des responsabilités et des sacrifices liés à la condition des économies intérieures et des dettes nationales, mais qui, en de pareilles circonstances, postule une coordination plus forte des politiques économiques et de développement.

Il est d'autre part tout à fait évident que, si le déficit d'autorité et de cohésion de l'Europe continuait à se manifester, il pèserait de manière déterminante sur le destin d'une aire géographique appelée à jouer un grand rôle dans les relations internationales.

Je tiens à vous dire que je me sens profondément honoré de recevoir aujourd'hui ce témoignage de reconnaissance qui est lié à Jean Monnet.

Son charisme, sa foi dans l'Union des pays européens et la valeur de sa contribution au texte qui deviendra la Déclaration Schuman sont toujours bien vivants en moi.

Nous pouvons affirmer qu'avec Monnet, et dans le sillage de la grande pensée européenne à laquelle Altiero Spinelli a apporté une contribution significative, la Communauté européenne s'est créée pour devenir le début d'une expérience extraordinaire, élaborée avec sagesse et réalisme, sur la base de choix concrets, et poursuivie progressivement avec intelligence.

Ceci nous a semblé évident dans l'histoire des institutions européennes, à partir de cette Communauté du charbon et de l'acier qu'il a présidée et qui a représenté la première expérience de gouvernement communautaire des ressources stratégiques dans une grande économie continentale.

Jean Monnet aimait à souligner que le projet européen était destiné à progresser au travers de crises et à trouver, dans les tensions mêmes qu'elles généraient, les énergies spirituelles, morales et politiques pour affirmer les formidables raisons de la construction européenne.

L'Europe peut et doit retrouver, à partir de son noyau constitutif, les énergies solidaires pour construire une autorité de gouvernement effective, avec des prérogatives et des pouvoirs véritables, et soumise à un Parlement consolidé par des organes efficaces d'orientation et de contrôle.

Dans ce noyau, dans lequel ont une place d'autres pays – tels que l'Espagne –, qui ont partagé les objectifs les plus ambitieux de l'intégration européenne, l'Allemagne par sa force économique et donc politique doit avoir un rôle central.

Dans un monde qui perd ses repères historiques et qui entre dans une période de mutation complexe, l'Europe des Pères fondateurs, l'Europe de Monnet, ne peut pas et ne doit pas manquer à sa mission, qui consiste à rester, au cœur de l'Occident, au service d'une nouvelle grande espérance de justice et de paix.

En ce qui concerne mon pays, j'ai envie de dire que, même dans le moment difficile que l'Italie est en train de vivre, elle se sent encore en Europe. Le souvenir des principes qui ont inspiré le projet européen, des principes énoncés par De Gasperi, y est encore très vivant. J'ai une confiance profonde dans la capacité de l'Italie à contribuer encore à surmonter la crise actuelle et à participer au développement de cette Europe qui a constitué l'étoile polaire de ma vie politique.

Ma génération a fait ce qu'elle a pu. Elle a traversé beaucoup de difficultés au prix de beaucoup d'efforts. Celles qui nous suivent ont le devoir de poursuivre et de faire plus et mieux pour réaliser ce qui, depuis des siècles, est «le rêve des sages».

EMILIO COLOMBO

Dino Grandi al Duce il 21 aprile 1940: «Questo è il momento di astenersi dalla guerra»

La pubblicazione della lettera di Dino Grandi, allora ministro della Giustizia al capo del governo Benito Mussolini, in data 21 aprile 1940 – l'esistenza e l'autenticità di questo documento sono state provate giudiziariamente avanti la Corte d'Assise di Roma, 27 novembre-1° dicembre 1947 – offre la possibilità di alcune considerazioni storiografiche sulle relazioni Mussolini-Dino Grandi, e la presentazione di una testimonianza personale di un certo interesse.

Ad un lettore che gli chiedeva «Non ho mai capito perché Dino Grandi, bene o male autore dell'omonimo ordine del giorno che fece cadere Mussolini, non sia stato 'utilizzato' nel periodo successivo a quell'evento. Diplomatico esperto, avrebbe potuto essere utile in quel turbolento periodo», Sergio Romano, nel «Corriere della Sera» del 7 settembre 2011, rispondeva dando ampie notizie sul curriculum vitae di Grandi (ministro degli Esteri dal 12 settembre 1929 al 19 luglio 1932, ambasciatore d'Italia in Gran Bretagna dal 1932 al 1939, ministro di Grazia e Giustizia dal 12 luglio 1939 al 5 febbraio 1943), il quale, dopo la costituzione del governo Badoglio, «non era né per il Re né, agli occhi dei tedeschi, la persona più adatta a farne parte, soprattutto come ministro degli Esteri. [...] Nel 1948, Grandi lasciò l'Europa per il Brasile dove visse sino al ritorno in Italia negli anni Sessanta: un addio alla politica che gli permise di trasformarsi in un fortunato imprenditore agricolo».

Le annotazioni storiografiche che seguono vogliono essere soltanto spezzoni di complementari integrazioni interpretative.

– Nella primavera 1940 Winston Churchill, di fronte all'evoluzione degli eventi bellici, scrive a Mussolini invitando l'Italia ad «erigersi a rappresentante